

# Agir contre l'austérité qui divise les peuples

## **Entretien avec Bernadette Ségol**

*Secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats*

## **Réalisé par Maxime Benatouil**

*Diplômé en sociologie et sciences politiques (études européennes)*

*Vous avez déclaré à plusieurs reprises que la mise en place de réformes structurelles débouchant, notamment, sur la baisse des salaires et la flexibilisation du marché du travail, ainsi que la poursuite de l'austérité sur l'ensemble du continent avaient des effets dévastateurs sur le modèle social européen. À l'intérieur de la CES, dans quel sens vont les discussions à propos des moyens d'agir contre l'austérité ? Comment la CES entend-elle agir dans la prochaine période ?*

D'abord sur les effets de l'austérité : les réformes structurelles qui ont été prises ont eu pour effet d'augmenter de façon dramatique le niveau du chômage, de diminuer les dépenses publiques et donc de porter atteinte à la protection sociale, mais aussi d'affaiblir, voire de réduire à néant le pouvoir des négociations collectives et du dialogue social. C'est en cela que nous pensons que ces mesures d'austérité ont eu un effet dévastateur. La CES estime qu'il est nécessaire de revenir à des budgets nationaux équilibrés et que les déficits publics ne doivent pas être trop importants. Mais ces comptes doivent être redressés sur une période beaucoup plus longue. Le problème que nous posent les mesures d'austérité est leur caractère radical, leur rapidité qui a provoqué ce chômage et cette flexibilisation du travail. Agir contre l'austérité, pour nous, c'est essayer de montrer par tous les moyens dont disposent les syndicats que l'austérité ne fonctionne pas, que nous sommes dans une situation où personne ne peut être sûr que l'Irlande, le Portugal et la Grèce ne vont

pas demander une nouvelle aide financière. Nous sommes dans une situation où il y a quelques éléments de reprise, mais rien qui nous fasse penser que le chômage va baisser et que nous allons avoir des emplois de qualité. Il s'agit donc de montrer clairement que les politiques appliquées jusqu'à présent ne fonctionnent pas.

Les moyens que nous utilisons sont les moyens à la disposition de la CES : la visibilité, la participation aux plates-formes qui nous sont ouvertes et – le cas échéant – les mobilisations. Cela constitue l'ensemble des canaux ouverts aux syndicats. Dans la prochaine période, celle qui précédera les élections européennes, la CES va publier un manifeste avec des demandes précises – notamment un plan d'investissement pour des emplois de qualité afin de faire redémarrer la croissance. Nous essaierons de donner à notre manifeste le plus de visibilité possible au niveau européen mais surtout au niveau national. Nous aurons pour cela besoin de nos membres, ainsi que d'autres alliances pour donner à ce plan la plus grande visibilité et encourager les travailleurs à voter. L'abstention peut-être dangereuse et les gens qui ne sont pas de notre camp seront, eux, mobilisés. Il faut aller voter et interroger les candidats sur leurs propositions en faveur d'une sortie de crise. Après les élections, nous verrons. Je redoute le résultat des élections mais les choses sont encore ouvertes. Il ne faut pas partir battu. Je pense que l'évolution politique du Parlement européen orientera ce que fera la CES par la suite. Pour l'instant, Angela Merkel est de nouveau au pouvoir en Allemagne pour quatre ans. On verra ce qu'elle fera de son nouveau mandat, même si elle a déjà indiqué ce que sera sa ligne. Je ne m'attends donc pas à un changement radical des politiques allemandes. Nous nous retrouvons face à une situation où l'ensemble des gouvernements – le Conseil – ne soutient pas les orientations qui sont les nôtres. Cela ne veut pas du tout dire que nous ayons tort mais que nous devons avoir conscience que nous naviguons contre le courant. Et il faut avoir le courage de le faire.

*Dans certains États membres, les mouvements de droite nationaliste et populiste ont pris de l'ampleur. Diriez-vous que l'approche fondée sur l'austérité divise les peuples plutôt qu'elle ne contribue à l'unité européenne ?*

Ce qui divise les peuples, c'est le point de vue selon lequel l'UE doit fonctionner comme un marché, sans essayer de protéger les gens, ni de respecter des règles de concurrence loyale. C'est plus que l'austérité qui est en jeu. C'est l'idée qu'il y a une grosse roue économique qui risque d'écraser les gens. La réponse populiste, c'est la réponse facile. Elle fait exclusivement appel à des réactions que je qualifierai de primaires. Mais les politiques qui ont été développées ont fait que les gens craignent le projet européen au lieu de penser qu'il pourrait les aider. Nous sommes contre les mouvements populistes d'extrême droite qui se sont développés de manière assez grave. Il y a de sérieux motifs d'inquiétude lorsqu'on regarde ce qui se passe en Grèce. On

peut aussi remarquer que l'Aube dorée a perdu des membres quand certains ont réalisé de quoi ce mouvement était réellement capable. Je pense qu'il y a des gens qui se sont fourvoyés dans ces mouvements. Il est clair que nous sommes totalement opposés à ces mouvements d'extrême droite qui contredisent les idéaux défendus par le mouvement syndical. La position de la CES est la suivante : le projet européen en soi n'est pas un mauvais projet. Vu les équilibres géopolitiques au niveau mondial, il est préférable de travailler ensemble. Mais ce projet ne peut vivre que s'il a une dimension sociale. C'est notre message fondamental. Nous ne souhaitons pas retourner aux frontières, mais il faut une dimension sociale solide pour que l'UE puisse survivre. C'est la condition pour éviter la division des peuples.

*Dans un contexte où la crise se poursuit, voire se renforce dans de nombreux États membres, quelles sont les principales alternatives aux politiques européennes actuelles mises en avant par les syndicats ? Quelles devraient être les priorités de l'agenda politique européen ?*

Notre alternative numéro un, c'est qu'il faut arrêter les mesures d'austérité et relancer la croissance. Mais une croissance soutenable et dirigée vers des emplois de qualité. C'est fondamental. Nous voulons montrer que c'est possible, qu'un plan d'investissement européen n'est pas infaisable. À la CES, nous travaillons actuellement à l'élaboration d'un plan d'investissement pour la relance économique et les emplois. Un certain nombre de nos membres y ont déjà travaillé. Les Allemands de la DGB ont déjà mis sur la table une proposition à discuter [NDLR : « Un plan Marshall pour l'Europe »], les Italiens également ont soumis des propositions, les Nordiques, et ainsi de suite. Bref, nous essayons – et je compte bien y arriver – d'établir une proposition européenne qui montrerait que, finalement, avec une mise en commun de fonds relativement modeste, on pourrait déboucher sur un plan sérieux pour la croissance. Notre point d'ancrage est de dire qu'il y a énormément d'argent qui s'empile dans différentes caisses et qui demande à être investi. C'est cela que nous voulons attirer. Techniquement, cela veut dire que nous devrions avoir un fonds permettant de produire des actions et des obligations pour soutenir des projets. C'est certes technique mais c'est tout à fait faisable. À l'heure actuelle, ce n'est pas faisable non pas pour des raisons techniques mais bel et bien pour des raisons politiques. On pourrait mobiliser davantage les fonds existants pour la croissance et l'emploi. Nous voudrions montrer que c'est possible. Il faut avoir à la fois un discours clair vis-à-vis des travailleurs et un discours technique pour bien montrer que sa réalisation est à portée de main. Nous nous consacrons également à la lutte contre la sape du modèle social européen. Avec la protection sociale, les services publics et les négociations, c'est un pilier de cohésion sociale et aussi de compétitivité. L'Allemagne se débrouille bien avec ce modèle-là. Les pays

nordiques également. Et ne parlons même pas de l'Autriche, avec son taux de chômage de 4 %, où le niveau de dialogue et de négociations est l'un des plus élevé d'Europe.

En ce qui concerne les priorités de l'agenda politique européen, c'est très clair. On ne peut pas faire une UE soutenue par les gens – car c'est bien de cela qu'il s'agit lorsqu'on est en démocratie – si nous considérons que la dimension sociale est secondaire. Pour l'instant, lorsque je rencontre des dirigeants européens, ils m'assurent que c'est effectivement très important mais leur vision de la dimension sociale se résume à l'emploi. Jusque-là, je peux les suivre mais le résultat de leurs politiques en termes d'emploi est loin d'être brillant. Et d'ailleurs, de quel emploi parlons-nous ? Pour la CES, il est hors de question d'aller dans la direction des mini-jobs et autres emplois précaires. La priorité de l'agenda politique européen devrait être la lutte contre le *dumping* social, ce qui implique de revoir les conditions de détachement des travailleurs. Nous avons un protocole social qui affirme que les droits sociaux fondamentaux sont prioritaires par rapport aux libertés économiques. Ce serait la dimension sociale que nous appelons de nos vœux. On fait en sorte que les marchés publics respectent les conventions collectives, qu'au niveau national il n'y ait pas de politiques antisyndicales. Je ne parle ni pour la France, ni pour la Belgique, mais en particulier dans certains nouveaux États membres, des politiques activement antisyndicales sont menées. Certaines entreprises font tout pour éviter d'avoir un syndicat. Ou bien il y a des gouvernements qui disent vouloir un dialogue social, alors que celui-ci se résume à la participation de syndicats à une réunion. Il faut donner au syndicalisme sa place démocratique. C'est un élément de la démocratie et il faut que cela soit attribué dans tous les pays. Pour moi donc, la priorité de l'agenda politique européen doit être de redresser la barre du point de vue social, d'arrêter de faire de l'UE un marché qui met les gens en concurrence et qui tire tout vers le bas.

*Qu'attendez-vous des forces politiques ? Pensez-vous pouvoir trouver des points d'appui parmi elles pour modifier le rapport de force au niveau européen ?*

Les forces politiques en Europe ne nous sont pas favorables. En moyenne, si on prend la composition du Conseil européen, l'atmosphère politique n'est pas au soutien des points de vue de la CES. C'est vrai qu'il y a eu un changement en France et que l'orientation du nouveau gouvernement est meilleure mais cela ne suffit pas. La France n'est pas l'Europe. C'est un grand pays mais pas plus. J'attends des forces politiques qui ne sont pas dans notre camp qu'elles aient l'esprit et les oreilles suffisamment ouverts pour se rendre compte de ce qui se passe. C'était le cœur du message de mon intervention au Conseil de juin dernier. Quand on est politicien, il faut tout de même rester attentif à ce qui se dit dans le camp opposé. Et j'attends des forces politiques de gauche qu'elles nous aident plus activement. Des alliances et des refus

communs sont possibles. Les élections allemandes sont désormais derrière nous. Il va falloir voir comment les autres forces politiques vont redémarrer. Mais l'orientation générale est loin d'être favorable à ce que nous voulons. En Allemagne, nous soutenons la mise en place d'un salaire minimum de concert avec nos membres de la DGB. Madame Merkel continue de s'opposer à un salaire minimum interprofessionnel. Nous le soutenons car c'est un moyen de limiter le *dumping* salarial et aussi d'arrêter les salaires indécents. La Commission européenne a publié récemment sa communication portant sur le renforcement de la dimension sociale de l'Union économique et monétaire (UEM). Nous avons salué l'introduction d'indicateurs sociaux clés dans le semestre européen mais nous déplorons l'absence de caractère contraignant de ces indicateurs pour changer les règles de gouvernance économique. Les indicateurs de référence tels que proposés ne déboucheront pas sur des mécanismes de sanctions contraignants semblables à ceux existant dans la procédure relative aux déséquilibres macro-économiques excessifs.

C'est un premier pas dans la bonne direction, mais nous estimons que Monsieur Barroso aurait dû prendre la responsabilité de proposer quelque chose de substantiel. S'il l'avait fait, il aurait risqué certes de se faire « ramasser » par le Conseil. Mais, au moins, il aurait essayé. Un président de la Commission devrait être capable de prendre ce risque.

*Même si des plans d'austérité sont appliqués dans tous les pays européens, ils se déclinent de manière et avec une intensité différentes. Cela contribue à l'intensification des clivages déjà existants en termes de développement économique et social. Ces différences internes ne rendent-elles pas l'élaboration d'alternatives fondées sur une solidarité paneuropéenne hautement complexe ?*

Les plans d'austérité sont différents car les problèmes économiques des pays sont différents. On ne peut pas nier que la bulle financière en Irlande et la bulle immobilière en Espagne aient provoqué une crise de la dette souveraine plus élevée dans ces pays qu'au Danemark, en Allemagne ou en Finlande. On ne peut pas ignorer l'état des comptes publics. Le fait que les mesures d'austérité soient différentes n'est donc pas étonnant. Je pense que c'est la solidarité financière qui est compliquée dans une solidarité européenne. Il est nécessaire de comprendre cela. Il est difficile d'expliquer à un travailleur du Nord qu'il faut regarder plus loin que les cinq ou dix prochaines années et que dans l'intérêt de ses enfants ou petits-enfants, une solidarité économique modérée serait positive pour lui. C'est très compliqué à faire comprendre. Il ne faut pas traiter cela à la légère. La CES s'est prononcée pour la solidarité économique : nous sommes en faveur des obligations européennes, des *project bonds* qui seraient des obligations investies prioritairement dans les pays qui en ont le plus besoin. La nécessité d'une solidarité économique européenne est difficile

à expliquer au niveau national mais c'est notre travail. Cela fait partie de la notion de solidarité que nous défendons. Être capable de soutenir une certaine dose de solidarité économique pour assurer la pérennité de l'UE montre la maturité de la CES. Les différences croissantes entre les pays rendent la chose encore plus urgente. Les Grecs ne savent pas comment ils vont sortir de cette situation. Les gens sont tout à fait à même de comprendre le besoin, par exemple, de restructurer le système fiscal. Les syndicalistes grecs admettent volontiers ce problème. Mais il faut en même temps donner l'espoir que ces efforts ne seront pas vains et qu'ils contribueront à une sortie de cette impasse. Mais pour l'instant, l'espoir, ils ne le voient pas. Les jeunes partent, les salaires diminuent, les pensions de retraite sont revues à la baisse... Quand on ne voit pas de solution, on n'accepte pas les mesures qui sont prises actuellement. Nous sommes pour une solidarité européenne bien comprise où l'on montre que c'est, à terme, bénéfique pour tous.

*Le processus de l'Alter Sommet a permis à des organisations syndicales et des mouvements sociaux, citoyens, féministes et écologistes de travailler ensemble à un projet visant à la refondation de l'Europe. Qu'attendez-vous de cette plateforme composée d'organisations à la culture politique diverse ? Pensez-vous que l'Alter Sommet puisse être utile au renforcement du sentiment de solidarité européenne entre les syndicats et d'autres mouvements ? Quelles seraient les prochaines étapes du développement d'actions communes entre les syndicats et les mouvements sociaux ?*

La CES a toujours été ouverte aux mouvements sociaux qui allaient dans notre direction sociale et politique. Ce n'est donc pas étonnant que nous ayons suivi l'Alter Sommet qui incarne une tentative de regroupement des mouvements qui veulent une autre Europe. Je suis toujours très prudente quand je parle d'une autre Europe car, si nous voulons tous une autre Europe, le problème réside dans la manière d'y accéder. Mais je pense que c'est dans l'intérêt du mouvement syndical, non pas uniquement de s'appuyer, mais de travailler avec ces mouvements-là. Nous l'avons fait et nous continuerons à le faire. La CES a une spécificité syndicale issue de notre qualité de partenaire social : la négociation. Cela nous différencie de mouvements sociaux plus généralistes. Nous tenons à garder cette spécificité. Mais en même temps, sur les questions de l'austérité, du besoin de changer la ligne politique européenne, si nous avons des alliés, il est clair que nous allons saisir l'occasion de travailler avec eux. Il est possible que nous ayons parfois des différences d'ordre stratégique mais, jusqu'à présent, les orientations générales de l'Alter Sommet sont aussi les nôtres.

*Les négociations sur le traité de libre-échange transatlantique ont commencé au*

*début du mois de juillet 2013. Quelle est la position de la CES sur l'opportunité de ce traité ? Accepteriez-vous de participer à un large front de refus à ce traité ?*

Fondamentalement, la CES n'est pas opposée aux traités commerciaux. Nous ne sommes pas, par principe, contre des négociations. Ce que nous disons très fermement, c'est que ces négociations et ces traités ne peuvent pas diminuer ou attaquer les conditions de travail et la protection des travailleurs. C'est sous cet angle-là que nous regardons le futur traité de libre-échange transatlantique. Il faudrait qu'un accord avec les États-Unis représente un standard, une norme élevée pour le commerce international. Cela va être très difficile. Mais de là à participer à un front de refus avant la fin des négociations, non. Nous ne sommes pas sur ce terrain-là. Nous ne sommes pas une organisation protectionniste. Nous ne pensons pas que le commerce extérieur soit mauvais en tant que tel mais il y a des conditions à remplir, notamment en matière de protection des travailleurs. S'il s'avérait, dans le cas des négociations UE-États-Unis, que ces conditions n'étaient pas remplies, alors nous en tirerions nos conclusions le moment venu. ■